



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**  
Bureau de l'environnement et de l'utilité  
publique

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement  
des Pays de la Loire**  
Unité interdépartementale Anjou-Maine

**Arrêté n°DCPPAT 2023 - 0073 du - 7 AVR. 2023**

**Syndicat Mixte Intercommunal et de Gestion des Ordures Ménagères du Nord Ouest de la Sarthe  
(SMIRGEOM) sise 8 rue Pierreuse, 72170 Ségrie**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur le suivi post-exploitation de l'installation se  
situant au lieu-dit « Montcruchet » sur le territoire de la commune de Ségrie**

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°01-2213 du 30 mai 2001 relatif à l'exploitation d'une usine de broyage et de compostage d'ordures ménagères et d'un centre d'enfouissement technique de refus de compostage par la société d'exploitation de l'usine de Ségrie (S.E.U.S) ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°10-5220 du 10 septembre 2010 relatif au changement d'exploitant du centre de traitement des déchets ménagers et assimilés de Montcruchet, se situant sur la territoire de la commune de Ségrie, délivré au Syndicat Mixte Intercommunal de réalisation et de Gestion des Ordures Ménagères du Nord Ouest de la Sarthe (SMIRGEOM) ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012250-0008 du 20 septembre 2012 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique (2<sup>e</sup> vague) délivré au SMIRGEOM Nord Ouest pour l'exploitant de l'installation se situant au lieu-dit « Montcruchet » à Ségrie ;

**VU** le récépissé de déclaration du 16 avril 2019 délivré au SMIRGEOM Nord Ouest pour l'arrêt définitif en septembre 2017, de l'installation de stockage de déchets non dangereux se situant au lieu-dit « Montcruchet » à Ségrie,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 février 2023 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de compléter par voie d'un arrêté complémentaire les prescriptions techniques prises dans l'arrêté du 30 mai 2001 susvisé afin de préciser les modalités de suivi long terme du site notamment en matière de surveillance des rejets aqueux et du biogaz ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et les textes précédents permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 22 mars 2023, et que celui-ci a indiqué ne pas avoir d'observation par courrier du 31 mars 2023 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – Titulaire de l'autorisation**

#### **Article 1.1 - Exploitant**

Le Syndicat Mixte Intercommunal et de Gestion des Ordures Ménagères du Nord Ouest de la Sarthe (SMIRGEOM), dont le siège social est situé au 8, rue Pierreuse à SEGRIE (72170), est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté fixant les conditions de réaménagement, de réhabilitation, de remise en état et de suivi post-exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) exploitée au lieu-dit « Montcruchet » sur la commune de Ségrie (72170) suite à l'arrêt de l'enfouissement de déchets sur ce site à compter du 1er septembre 2017.

Le site s'étend sur les parcelles cadastrées section D n°31, 33, 36, 37, 51, 69, 399, 401 et 403.

#### **Article 1.2 – Modifications et compléments apportés aux actes antérieurs**

Les dispositions du présent arrêté modifient et complètent celles des arrêtés préfectoraux susvisés. Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2001 susvisé spécifiques à la phase d'exploitation de l'ISDND et à l'exploitation d'une unité de broyage et compostage d'ordures ménagères sont abrogées.

### **ARTICLE 2 – Réaménagement et remise en état de l'ISDND**

#### **Article 2.1 – Conformité au dossier déposé**

Les travaux de remise en état de l'ISDND sont réalisés conformément au dossier susvisé déposé par l'exploitant, sauf dispositions contraires prévues dans le présent titre.

Toutes les dispositions sont prises pour que les travaux de remise de l'ISDND ne soient pas à l'origine d'inconvénients ou de risques portant atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

#### **Article 2.2 -Aménagements**

Tous les aménagements non nécessaires à la nouvelle activité du site (transit d'ordures ménagères) sont supprimés.

Tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture des casiers de l'ISDND, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état. Tous les dispositifs et moyens nécessaires au suivi du site sont protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien.

L'ensemble des déchets et des produits dangereux issus des opérations précitées est évacué vers des installations autorisées à cet effet.

### **ARTICLE 3 – Programme de surveillance des rejets**

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets pendant la période de suivi long terme.

Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats et des eaux de ruissellement, la surveillance des eaux souterraines et, pour les casiers susceptibles d'émettre du biogaz, le contrôle des rejets gazeux, selon les modalités définies en annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé.

Une fois par an, les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.

### **ARTICLE 4 - Durée de suivi post-exploitation**

L'exploitant est tenu d'assurer un programme de suivi post-exploitation du site conformément à l'article 37 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 précité. Le point de départ de cette période de suivi est le 01 septembre 2017.

Ce programme porte, a minima, sur les aspects abordés dans le présent titre complété, au besoin en cas d'apparition de nuisances ou de dangers non prévus par les prescriptions de cet arrêté ou analysés dans les différents dossiers transmis au préfet.

Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires. Sur cette base, l'exploitant peut proposer des travaux complémentaires de réaménagement final du casier.

Le bilan quinquennal précité est transmis au plus tard le 31 mars de l'année n+1 qui suit la fin de la période quinquennale écoulée. Pour la 1ère période quinquennale, il sera transmis au plus tard le 30 juin 2023.

Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.

Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt comprise entre six mois et deux ans, l'exploitant :

- mesure les émissions diffuses d'effluents gazeux ;
- mesure la qualité des lixiviats ;
- contrôle la stabilité fonctionnelle, notamment en cas d'utilisation d'une géomembrane.

L'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôle réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ;
- démontre l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans.

#### **ARTICLE 5 – Période de surveillance des milieux**

La période de surveillance des milieux débute, pour une période de cinq années, à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux.

A l'issue de la période quinquennale, un rapport de surveillance est transmis au préfet et aux communes concernées.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la surveillance des milieux, la période de surveillance des milieux est reconduite pour cinq ans.

#### **ARTICLE 6 – Protection des installations**

Pendant le suivi post-exploitation et pendant la période de surveillance des milieux, les installations nécessaires à ce suivi demeurent efficacement protégées des intrusions. A cet effet, la clôture du site est maintenue en bon état et les accès sont fermés à clé.

Les installations nécessaires au suivi post-exploitation sont maintenues en place et régulièrement entretenues, notamment :

- les équipements de captage, de collecte et de traitement et/ou d'élimination des biogaz et lixiviats ;
- les installations de pompage et les lagunes de stockage des lixiviats en attente de traitement ;
- les bassins de collecte des eaux de ruissellement internes au site ;
- les piézomètres de suivi des eaux souterraines.

Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion d'un incendie susceptible de s'être développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur au site.

La périphérie du site est aménagée et entretenue pour permettre l'accès et la circulation des véhicules d'intervention et de secours.

## **ARTICLE 7 – Contrôle périodique du site**

L'exploitant procède mensuellement à une visite de contrôle général du site qui porte au moins sur l'état des équipements suivants :

- la clôture et des portails d'accès ;
- la couverture, les digues et les fossés ;
- les bassins de collecte et de stockage des lixiviats bruts, des boues et des eaux de ruissellement ;
- les réseaux de collecte et leurs équipements de pompage et de traitement.

L'exploitant s'assure du maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

## **ARTICLE 8 – Entretien du site**

L'exploitant procède à un entretien régulier du site, autant que nécessaire, et notamment :

- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;
- le curage régulier des bassins de décantation, d'aération et de finition ;
- l'entretien des digues et des fossés ;
- la fauche régulière des surfaces enherbées afin de maintenir une strate herbacée dense.

## **ARTICLE 9 – Relevés topographiques**

L'exploitant fait réaliser chaque année un relevé topographique du site permettant la vérification de la stabilité des digues, le repérage des éventuels secteurs affaissés sur la zone d'enfouissement remblayée et les phénomènes de ravinements des pentes.

Ce plan est accompagné des commentaires sur l'évolution des relevés dans le temps et précise les éventuelles mesures prises en cas d'évolutions ou de désordres constatés.

## **ARTICLE 10 – Gestion des eaux**

### **Article 10.1 - Eaux de ruissellement**

Les eaux de ruissellement internes sont collectées dans des fossés avant rejet au milieu naturel (ruisseau la Blutière) sous réserve qu'elles présentent les caractéristiques fixées à l'article 10.3 IV. (mêmes valeurs limites que les lixiviats).

Les eaux de ruissellement internes sont contrôlées semestriellement sur des échantillons prélevés au niveau du point de rejet. Les résultats des analyses des eaux de ruissellement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation.

La qualité des eaux du ruisseau est contrôlée en amont et en aval de la parcelle D51 par des prélèvements et par des analyses effectuées aux frais de l'exploitant. Les analyses portent sur les paramètres ci-dessus, complété par une analyse de l'aluminium et des paramètres bactériologiques (escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles).

### **Article 10.2 - Eaux souterraines**

Les eaux souterraines sont contrôlés au travers de 5 piézomètres implantés en périphérie de l'ancienne zone d'exploitation.

L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une mesure du niveau des eaux souterraines afin de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines et une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), Al, Mg, NO<sup>2-</sup>, NO<sup>3-</sup>, NH<sup>4+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;
- paramètres biologiques : DBO5 ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.

Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

### **Article 10.3 - Collecte et traitement des lixiviats**

Le contrôle des équipements de collecte et traitement des lixiviats décrit ci-dessous s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau est contrôlé tous les 6 mois.

I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

II. L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par semestre :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

III. Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.

IV. Les lixiviats collectés sont envoyés vers un système de traitement par lagune aérée constitué d'un bassin de réception de lixiviats, une lagune aérée de 1000 m<sup>3</sup>, une lagune de décantation de 300 m<sup>3</sup>, une lagune de finition de 100 m<sup>3</sup> et ponctuellement un filtre à charbon. Ils sont ensuite pompés pour être rejetés dans le ruisseau de la « Blutière ».

Les lixiviats traités doivent respecter les valeurs limites en concentration suivantes, avant tout rejet au milieu naturel :

Paramètres	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Matières en suspension (MES)	-	1305	< 100 mg/l si flux journalier max < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	-	1841	< 60 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	-	1314	< 180 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	-	1313	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j. < 30 mg/l au-delà
Azote global	-	-	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 50 kg/j.

Phosphore total	-	1350	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 g/j.
Phénols	-	1440	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
<b>Substances spécifiques du secteur d'activité</b>			
Paramètres	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Métaux totaux (somme de la concentration en masse par litre de Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) dont :	-	-	< 15 mg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	50 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,5 mg/l (dont Cr6+ : 100 µg/l) si le rejet dépasse 1 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	100 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	200 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	500 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.
Cyanures libres (en CN-)	57-12-5	1084	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux	-	7009	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)(*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.
<b>Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</b>			
Autres substances de l'état chimique			
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	25 µg/l
« Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD »	-	7707	25 µg/l
Aclonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cyperméthrine	52315-07-8	114025	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l



Polluants spécifiques de l'état écologique			
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	100 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	- NQE si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l  - 25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié qui dispose : "Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur."

La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans le bassin de finition est contrôlée tous les semestres pour les paramètres fixés dans le tableau ci-dessus. Au moins une fois par an, les mesures mentionnées au paragraphe précédent sont effectuées par un organisme agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Cet organisme est indépendant de l'exploitant.

Lorsque les concentrations mesurées de la catégorie « Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau » se situent au-dessous des seuils de détection des méthodes normalisées pour 4 campagnes de mesures successives, l'exploitant peut demander une adaptation des modalités de la surveillance auprès de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

## **ARTICLE 11 – Biogaz**

L'exploitant réalise, tous les semestres, un contrôle de la qualité du biogaz : CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>O. Une mesure du débit de biogaz produit est également réalisée. En fonction des résultats, un captage et un traitement du biogaz devra être mis en place le cas échéant

## **ARTICLE 12 – Garanties financières**

### **Article 12.1 – Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ISDND, de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant :

- la surveillance post-exploitation du site ;
- les opérations de remise en état non réalisées à la date du présent arrêté ;
- les interventions en cas d'accident ou de pollution.

**Article 12.2 – Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est le suivant :

<b>Année (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre)</b>	<b>Total (en € TTC)</b>
2018	189563
2019	180941
2020	181599
2021	181599
2022	184843
2023	145220
2024	145220
2025	145220
2026	148785
2027	142869
2028	142740
2029	142740
2030	146305
2031	142740
2032	145274
2033	28912
2034	47837
2035	28658
2036	38165
2037	23691
2038	42786
2039	23522
2040	37995
2041	23522
2042	42701
2043	23523
2044	37995
2045	19052
2046	38231
2047	57063

### **Article 12.3 – Établissements des garanties financières**

L'exploitant adresse au préfet, dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### **Article 12.4 – Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement de l'acte de cautionnement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 12.3 du présent arrêté. Pour attester du renouvellement de l'acte, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

### **Article 12.5 – Actualisation des garanties financières**

Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

### **Article 12.6 – Révision du montant des garanties financières**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de forme de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions du suivi post-exploitation de l'ISDND.

### **Article 12.7 – Absence de garanties financières**

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue aux articles L.171-8-II-4° et L.541-26 du Code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

### **Article 12.8 – Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un évènement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- en cas de non-exécution par l'exploitant des mesures de suivi post-exploitation définies au présent arrêté.

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

### **Article 12.9 – Levée de l'obligation des garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la fin de la période de suivi post-exploitation, des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés. Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du Code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de constatation de la réalisation des travaux comme prévu à l'article R.512-39-3 III du même code. L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées. En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### **ARTICLE 13 – Servitudes d'utilité publique**

Conformément aux articles L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 du code de l'environnement, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

### **ARTICLE 14 - FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 15 - PUBLICITÉ**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Ségrie et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Ségrie, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 16 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.


La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 17 – POUR EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de Mamers, le maire de Ségrie, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
  
Éric ZABOURAEFF